« Abandonnés par le monde entier »

Entretien sur la situation en Palestine avec Michel Erpelding et Núria Garcia

Vous revenez d'un voyage d'études en Palestine et en Israël. Quelle est la situation sur le terrain en Palestine ?

Núria Garcia : Nous avons été en Cisjordanie et en Israël au moment de la réoccupation israélienne de la bande de Gaza et de la guerre contre le Liban. La situation en Palestine était donc particulièrement tendue. Nous avons pu nous rendre compte des difficultés de la vie quotidienne dans les territoires palestiniens et du fait qu'Israël fait vraiment tout pour y rendre la vie impossible. La situation dans la bande de Gaza et en Cisjordanie est tout simplement dramatique. Le territoire palestinien est morcelé par un nombre incroyable de barrages et de points de contrôle, ainsi que par la construction du mur de séparation. La circulation des personnes et des marchandises est entravée, ce qui crée des difficultés économiques considérables. Bien souvent, les produits agricoles pourrissent aux points de contrôle à cause des temps d'attente qui peuvent atteindre un ou deux jours. Le nombre de chômeurs et de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté est impressionnant : la Banque mondiale estime que le taux de pauvreté dans les territoires occupés atteindra 67 % d'ici la fin 2006. On a visité la ville de Naplouse qui était autrefois un centre économique et social important. On a pu se rendre compte que c'est devenu une des villes les plus pauvres de la Cisjordanie et que le soutien à la résistance y est particulièrement fort. La suspension des aides internationales, suite à l'élection du Hamas, rend la situation encore plus dramatique. Beaucoup de villes palestiniennes qu'on a visitées dans le nord de la Cisjordanie, comme Jénine, Tulkarem ou Naplouse, sont régulièrement confrontées à des incursions militaires de l'armée israélienne. Il faut aussi dire que les difficultés touchent toutes les couches de la population. On a ainsi rencontré des étudiants de l'université palestinienne de Bir Zeit, près de Ramallah, dont le semestre d'été a presque dû être annulé. Les étudiants du nord de la Cisjordanie ne pouvaient plus venir en cours à cause des barrages de l'armée israélienne.

Michel Erpelding : Une série de choses m'ont frappé en comparaison avec un précédent voyage en 2005. D'abord, la colonisation israélienne continue de façon massive, en dépit du discours officiel d'Israël qui affirme vouloir se retirer progressivement. Ces colonies pénètrent en profondeur dans le territoire palestinien. Alors qu'Israël s'est retiré de la bande de Gaza, de nombreuses colonies continuent à être construites en Cisjordanie, en particulier au centre et dans le sud, autour de Jérusalem et de Bethléem, mais aussi dans le nord-ouest. Des immeubles de plusieurs

Le mur de séparation entre Israéliens et Palestiniens a été condamné par la Cour internationale de justice. (Núria Garcia)

Michel Erpelding et Núria Garcia sont membres de l'Union nationale des étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL). Ils ont participé à un voyage d'études en Palestine au cours de l'été 2006.

Il est très clair qu'une majorité écrasante de Palestiniens soutient le Hezbollah, pas pour ses buts politiques et sociaux à long terme, mais à cause de sa résistance contre Israël. (Michel Erpelding)

étages sont construits dans ces colonies. Près de Bethléem, en plein milieu de la Cisjordanie, on a ainsi vu des immeubles en construction qui vont faire jusqu'à dix étages ! Une colonie comme celle de Ma'ale Adumim coupe la Cisjordanie carrément en deux. Ce qui m'a aussi frappé est la destruction systématique des infrastructures de l'Autorité palestinienne. On a pu voir à Naplouse que tout le centre administratif régional a été détruit lors d'une opération militaire israélienne. Aujourd'hui, vous pouvez jouer au foot sur ce terrain. Il ne reste plus rien. L'arrestation de parlementaires, de ministres et de haut fonctionnaires palestiniens membres du Hamas participe de cette volonté de rendre impossible l'existence d'un Etat palestinien. Par ailleurs, la politique des faits accomplis se poursuit au niveau territorial. Autour de Jérusalem, une série de bâtiments de douane israéliens ont fait leur apparition. Israël veut imposer de manière unilatérale un tracé des frontières.

Quelle est l'attitude en Palestine face au Hezbollah ? La guerre d'Israël contre le Liban a-t-elle renforcé le statut du Hezbollah ?

Michel Erpelding : On a senti la montée des tensions au moment de la guerre contre le Liban. Il est très clair qu'une majorité écrasante de Palestiniens soutient le Hezbollah, pas pour ses buts politiques et sociaux à long terme, mais à cause de sa résistance contre Israël. L'action du Hezbollah est vécue comme un soutien à la lutte des Palestiniens pour leur autodétermination. Une organisation unifiée comme le Hezbollah impressionne les gens, à un moment où la résistance palestinienne dans la bande de Gaza n'a aucune chance face à la suprématie israélienne. En Cisjordanie aussi, la résistance s'est pratiquement effondrée. Beaucoup de Palestiniens se disent que le Hezbollah rétablit leur propre dignité en montrant à l'Etat d'Israël qu'il n'est pas invincible. On a vu de nombreux jeunes Palestiniens crier dans la rue des slogans de soutien au Hezbollah. La popularité du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est réelle. Des familles entières suivent ses discours à la télévision comme s'il était leur chef d'Etat.

Quel est l'état des organisations politiques palestiniennes ? Le Fatah apparaît divisé et les organisations de gauche très affaiblies, alors que le Hamas semble plutôt se renforcer…

Michel Erpelding : L'échec du processus de paix d'Oslo a fait énormément de tort au Fatah et a été pour beaucoup dans la montée du Hamas. Le processus d'Oslo est vu aujourd'hui en Palestine comme un échec parce qu'il n'a pas abouti à la création d'un Etat palestinien. Le fait d'avoir engagé des négociations n'est pas considéré en soi comme une erreur. Les gens estiment en revanche que trop de concessions ont été faites sur des questions comme le droit au retour des réfugiés, le retrait des troupes israéliennes ou le statut de Jérusalem. La crise du Fatah est renforcée par la disparition en 2004 de son dirigeant historique, Yasser Arafat, qui jouait un rôle clé de rassembleur. De nombreux dirigeants du Fatah et de l'OLP sont en outre discrédités par des accusations de corruption. Le Fatah dispose néanmoins encore de quelques dirigeants charismatiques comme Marwan Barghouti, actuellement emprisonné par Israël. Barghouti est très respecté en Palestine pour sa détermination et aussi parce qu'il ne peut être soupçonné de corruption ou de conflits d'intérêts.

Un facteur supplémentaire de la crise du Fatah est sa perte de contrôle sur les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa. Ces brigades étaient idéologiquement proches du Fatah et commettaient notamment des attentats suicides en Israël. Aujourd'hui, elles se sont déconnectées de la direction politique du Fatah et font plus ou moins ce qu'elles veulent. Dans le nord de la Cisjordanie, on assiste ainsi à l'émergence de seigneurs de la guerre locaux issus des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa qui prennent en charge l'ordre public. Ce phénomène, qui est aussi le produit de la destruction des institutions palestiniennes par Israël, inquiète beaucoup les Palestiniens.

On a aussi rencontré des militants de la vieille gauche palestinienne, du FPLP, de l'ancien parti communiste, le PPP, mais aussi de l'initiative de Mustafa Barghouti. Ces militants sont désillusionnés et conscients du fait qu'ils n'ont plus beaucoup de poids, surtout depuis la chute de l'URSS.

Le Hamas bénéficie d'une forte popularité parmi une grande partie de la population. Les arrestations de membres du Hamas et leur mise en accusation sans preuves comme terroristes renforcent leur popularité. Au niveau local, les maires de communes appartenant au Hamas qu'on a rencontrés, ont un discours avant tout pragmatique, axé sur le droit international. Ils s'occupent en priorité des besoins sociaux de la population au niveau local, ce qui leur donne une popularité que n'ont pas forcément les représentants du Fatah qui sont davantage pris dans des conflits d'intérêts et soupçonnés de corruption. Sur le plan militaire, le Hamas dispose d'un commandement unifié de sa branche armée. Par conséquent, les actions militaires les plus coordonnées et les plus « professionnelles » contre l'armée israélienne sont le fait du Hamas et non des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

Quel est le rapport de la société palestinienne à la violence ?

Michel Erpelding : Dans la société palestinienne, on trouve des attitudes très différentes sur la lutte armée et les attentats suicides. On a rencontré

beaucoup de Palestiniens qui sont pour la résistance armée contre l'armée et les colons israéliens à l'intérieur des frontières de 1967. Cette attitude est d'ailleurs conforme au droit international et au droit de résistance à l'oppression. Certains Palestiniens sont aussi en faveur d'attaques contre des civils en Israël même, tandis que d'autres plaident pour une résistance non violente. D'autres veulent encore combiner la lutte armée et l'action d'un mouvement de masse, comme pendant la première Intifada de 1987, mais le morcellement du territoire rend cela très difficile aujourd'hui. La répression israélienne contre des manifestations pacifiques est également terrible : un Palestinien qui se rend à une manifestation pacifique dans les territoires occupés doit s'attendre à devenir la cible de tirs à balles réelles. Cela permet difficilement d'imaginer un mouvement de masse pacifique.

Comment les Palestiniens réagissent-ils au manque d'action de la communauté internationale et en particulier des pays arabes de la région qui, au-delà de déclarations de principe, ne font pas grand-chose ?

Núria Garcia : Les Palestiniens se sentent abandonnés par le monde entier. Ils ne comprennent pas que le reste du monde, et aussi l'Europe, ne fassent rien contre l'injustice qu'ils subissent tous les jours. Ils nous ont demandés comment il était possible qu'un pays comme la France, de même que l'Union européenne et le reste de la communauté internationale, ne réagissent pas. Cette absence de réaction choque les Palestiniens.

Michel Erpelding : Il y a aussi un fort malaise par rapport à la réaction des pays arabes. D'un côté, les gens leur sont reconnaissants pour leur aide financière, notamment pour la reconstruction d'infrastructures détruites, comme par exemple du camp de réfugiés de Jénine qui avait été complètement détruit par Israël en 2002. Mais ils se demandent aussi pourquoi les pays arabes n'exercent pas une pression diplomatique ou économique beaucoup plus forte, par exemple par un embargo pétrolier contre Israël et ses alliés. Pour ne pas parler de pays comme l'Egypte ou la Jordanie qui ont normalisé leurs relations avec Israël et traitent les réfugiés palestiniens comme des citoyens de deuxième classe. Les dirigeants de ces deux pays sont vus comme des traîtres. Le sentiment d'abandon et le manque de soutien arabe et européen expliquent aussi la reconnaissance en Palestine pour le soutien politique et parfois militaire de pays comme l'Irak de Saddam Hussein.

Une partie des médias et de l'opinion publique occidentale estime que la responsabilité du conflit est partagée entre les éléments extrémistes en Palestine et une aile radicale en Israël. Qu'en pensez-vous ?

Núria Garcia : Il s'agit d'une vision faussement symétrique. Quand on connaît les réalités de terrain, on n'a plus la même perspective. On peut se poser des questions quand Israël affirme que son droit à l'existence est menacé. Les Israéliens disposent déjà d'un Etat depuis cinquante ans, tandis que les Palestiniens n'ont pas d'Etat et n'en auront pas de sitôt à cause du refus d'Israël d'entrer dans des négociations sérieuses. Israël veut continuer à coloniser les territoires palestiniens et empêcher un tracé définitif des frontières. Tous les moyens sont bons pour rendre la vie difficile aux Palestiniens. Il est facile pour les médias occidentaux de montrer des images de la lutte armée des Palestiniens et de présenter cela comme du terrorisme. En réalité, Israël bafoue le droit international : le mur de séparation entre Israéliens et Palestiniens a été condamné par la Cour internationale de justice. Mais personne dans la communauté

Le territoire palestinien est morcelé par un nombre incroyable de barrages et de points de contrôle. (Núria Garcia)

internationale n'est prêt à faire quoi que ce soit pour que cette décision soit respectée. Il faudrait que l'Europe et la communauté internationale exercent enfin une pression pour faire respecter le droit international. La perception du Hamas est aussi biaisée : que cela nous plaise ou non, le Hamas est la représentation démocratiquement élue des Palestiniens. Et si la communauté internationale s'acharne à ne pas reconnaître cela, le Hamas ne fera qu'y gagner en légitimité interne. Il y a de manière générale en Palestine une vitalité démocratique qu'on n'imagine pas forcément de l'extérieur. On a par exemple observé une campagne électorale très dynamique pour les élections des représentants étudiants à l'université de Bir Zeit.

Michel Erpelding : Je vois deux problèmes principaux à la représentation médiatique dominante du conflit. Premièrement, en lisant la presse, on a l'impression que deux Etats sont en conflit, d'un côté Israël et, de l'autre, l'Autorité palestinienne. Mais il n'y pas de symétrie entre les deux parties ! D'un côté, on est en présence d'un Etat stable, économiquement très développé, qui est la première puissance militaire de la région et possède l'arme nucléaire. De l'autre côté, on a les territoires palestiniens, dépourvus de continuité territoriale, encerclés par le mur de séparation et marqués par les implantations de colonies et de bases militaires israéliennes. Les moyens militaires de la résistance palestinienne sont limités à des fusils d'assaut ainsi qu'à des roquettes et des explosifs artisanaux. Le deuxième problème, c'est que le conflit est parfois présenté comme un affrontement purement confessionnel, alors qu'il s'agit avant tout d'un conflit postcolonial. C'est un conflit sur la terre et sur la place des intérêts occidentaux, en particulier américains, au Proche-Orient. Ce n'est qu'avec la montée depuis les années 1980 de l'islamisme politique et de la droite ultrareligieuse israélienne que des éléments religieux se sont greffés sur le conflit.

On s'était attendu à un mouvement anti-guerre plus fort, mais les pacifistes israéliens sont assez isolés. Le soutien acritique d'une majorité de la population israélienne à la politique de leur gouvernement est assez choquant. (Núria Garcia)

En observant la politique israélienne, on peut avoir l'impression que chaque avancée est suivie d'une régression : Israël se retire en 2005 de la bande de Gaza pour la réoccuper en 2006 et affirmer sa capacité de dissuasion. Comment analysez-vous la politique israélienne ?

Núria Garcia : Israël poursuit une stratégie de longue haleine. Le retrait de Gaza en 2005 a été une décision unilatérale. Il n'y a pas eu de négociations avec les Palestiniens. De mon point de vue, le retrait de Gaza était avant tout une opération médiatique. La poursuite de la colonisation en Cisjordanie montre bien qu'il n'y a pas de volonté sincère du côté israélien d'aller vers un règlement durable du conflit.

Michel Erpelding : Le but fondamental de la politique israélienne est d'accaparer le maximum de territoire et d'en laisser le moins possible aux Palestiniens. Aucun des successeurs dYitzhak Rabin n'a été prêt à véritablement négocier, surtout pas Ehoud Barak à Camp David ! Cet entêtement a enterré la perspective de paix ouverte par le processus d'Oslo. Le problème principal de la classe politique israélienne est qu'elle n'est pas prête à négocier sur un pied d'égalité avec les Palestiniens. Il y a un refus fondamental du côté d'Israël de considérer le point de vue palestinien comme légitime. Le temps des accords d'Oslo, le temps du dialogue est terminé dans la tête des dirigeants israéliens : on ne discute plus avec les Palestiniens, on ne prend plus en compte leur point de vue et on annexe les terres fertiles et les ressources d'eau. Cette politique risque d'être fatale pour Israël, parce qu'elle rend impossible tout retour à la paix. Les amis autoproclamés d'Israël devraient y réfléchir. Plutôt que de reprendre le discours de la droite israélienne, ils feraient mieux d'aider Israël à sortir de son autisme.

Vous avez participé à des manifestations pour la paix en Israël. Quel est l'état du mouvement de la paix en Israël ?

Núria Garcia : On a en effet participé à plusieurs manifestations, à Tel Aviv et à Jérusalem devant le consulat américain. On s'était attendu à un mouvement anti-guerre plus fort, mais les pacifistes israéliens sont assez isolés. Le soutien acritique d'une majorité de la population israélienne à la politique de leur gouvernement est assez choquant. Il y a une vraie indifférence israélienne aux victimes civiles dans les territoires palestiniens et au Liban ! Certains pacifistes israéliens essaient de battre en brèche cette attitude en intégrant les Arabes israéliens et les Palestiniens des territoires occupés dans le mouvement pour la paix. Depuis la construction du mur de séparation, le mouvement pacifiste se concentre sur la question

du mur. Tous les vendredis, il y a une manifestation à Bil'ein sur le territoire palestinien. Lors de ces manifestations, des Palestiniens et des Israéliens défilent en commun contre le mur de séparation. Mais le problème principal est aujourd'hui qu'il n'y a plus de courroie de transmission entre la minorité anticolonialiste dans la société israélienne et un mouvement de masse pour la paix. L'organisation traditionnelle Peace Now n'a même pas condamné la guerre contre le Liban. Un signe encourageant est cependant le renouveau du mouvement des refuzniks, ces jeunes israéliens qui refusent d'accomplir leur service militaire dans les territoires palestiniens.

Comment voyez-vous le conflit au Liban ? Peut-on simplement analyser le Hezbollah comme une marionnette aux ordres de l'Iran et de la Syrie ?

Michel Erpelding : Il existe des liens incontestables entre le Hezbollah ainsi que l'Iran et la Syrie. Le Hezbollah s'est construit avec l'aide de Gardes de la révolution iraniens et avec un soutien syrien, mais il n'est pas pour autant entièrement sous tutelle iranienne ou syrienne. Le Hezbollah se présente comme un mouvement qui veut unifier tous les Libanais et dépasser les divisions de la guerre civile. Il se définit donc comme un mouvement libanais et la population libanaise le considère comme tel. Dans le contexte libanais, il est important de souligner que c'est la seule milice qui n'a jamais commis d'exactions contre d'autres Libanais. Le Hezbollah a d'ailleurs soutenu les propositions du gouvernement libanais pour sortir du conflit et accepte le déploiement de troupes internationales et libanaises au sud du Liban, ce qui ne correspond pas forcément aux intérêts de la Syrie et de l'Iran. Si l'on pense que le Hezbollah est simplement une marionnette de la Syrie et de l'Iran, on s'interdit de comprendre quoi que ce soit à sa popularité au Liban. La Syrie n'est en effet absolument pas populaire au Liban, en particulier depuis l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri, en 2005. Il existe en outre une forte tendance séculière dans la société libanaise qui est opposée à un régime théocratique calqué sur le modèle iranien.

Quelles solutions au conflit israélo-palestinien sont envisageables et quel peut être le rôle des mouvements de solidarité en Europe ?

Núria Garcia : L'action du mouvement de solidarité internationale est indispensable. Les décisions de la Cour internationale de justice et les résolutions prises par l'ONU doivent être respectées par Israël. L'arrêt de la colonisation en Cisjordanie est une exigence élémentaire. Des aides financières à la Palestine ne suffisent pas. A Gaza par exemple, une centrale d'électricité, construite avec l'aide internationale, a simplement été détruite par l'armée israélienne. Il faut commencer à faire sérieusement pression sur Israël. Une possibilité envisagée par de nombreuses organisations pacifistes israéliennes et des ONG internationales est un boycott constructif d'Israël, c'est-à-dire un boycott visant à obtenir le respect du droit international par Israël. Au niveau individuel, il est déjà possible de boycotter les produits – notamment agricoles – venant d'Israël. Au-delà, il faudrait réfléchir à faire pression pour que les entreprises n'investissent plus en Israël. Un boycott peut aussi être un moyen pour l'Union européenne de mettre à profit sa puissance économique, car 60 % des exportations israéliennes sont destinées à l'UE. Israël bénéficie aussi depuis le processus d'Oslo d'un accord d'association et de libre-échange avec l'UE. Dans cet accord, il est précisé qu'il peut seulement rester en vigueur si les droits de l'Homme et le droit international sont respectés. Cela n'est manifestement plus le cas. Il faudrait donc le suspendre, comme le Parlement européen l'a d'ailleurs demandé sans succès en 2002.

Propos recueillis le 16 août 2006 par Adrien Thomas